

AP N° 2024-MD-92-IC

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE ET DE MESURES CONSERVATOIRES
en application des articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement
à l'encontre de la société TRICOFLEX de respecter des prescriptions concernant l'exploitant de
l'établissement situé sur le territoire de la commune de Vitry-le-François (51)**

TRICOFLEX
17, avenue Jean Juif
CS 70015
51300 Vitry-le-François

Le Préfet de la Marne
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L.171-6, L.171-7, L.171-8 et L.521-17 ;
VU le règlement (CE) n°1907/2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances, et instituant une agence européenne des produits chimiques (dit Règlement REACH) ;
VU l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
VU l'arrêté préfectoral du 12 mars 2007 autorisant la société TRICOFLEX à exploiter une usine de transformation de tuyaux plastiques sur la commune de Vitry-le-François ;
VU le rapport du 23 avril 2024 de la visite du 5 mars 2024 de l'inspection des installations de la société TRICOFLEX basée à Vitry-le-François ;
VU l'absence d'observation de la part de l'exploitant.

CONSIDÉRANT la réunion du 25 mars 2024 entre l'exploitant et l'inspection ;
CONSIDÉRANT les fiches de données de sécurité des produits utilisés et stockés sur le site et le non-respect de certaines prescriptions relevant de la sécurité et de l'intégrité du site et notamment celle du cyclohexanone (H226, H315, H318, H361 et H335) ;
CONSIDÉRANT que, lors de la visite d'inspection du 5 mars 2024, l'inspection des installations classées a constaté l'ajout d'une zone de stockage de produits constitués principalement de PVC en bordure de propriété qui n'a pas été portée à la connaissance du Préfet et qui n'a pas été prise en compte dans l'étude de dangers ;
CONSIDÉRANT la proximité immédiate des habitations ;
CONSIDÉRANT le risque incendie, le rayonnement thermique et le dégagement d'émissions toxiques pour les voisins ;
CONSIDÉRANT que, lors de la visite d'inspection du 5 mars 2024, l'inspection des installations classées a constaté l'évacuation des effluents dans le milieu naturel sur la nouvelle zone de stockage avec notamment la mise en place d'avaloirs à grille ;
CONSIDÉRANT les risques de pollution du milieu naturel en cas de déversements accidentels d'effluents pollués dans ces avaloirs ;

CONSIDÉRANT les consignes de sécurité et notamment l'absence de consigne en cas de fuites de produits ;

CONSIDÉRANT l'absence de justificatif probant justifiant où partent les eaux et les volumes effectifs ;

CONSIDÉRANT que la zone de stockage étant étendue, les besoins en termes de confinement des eaux incendie ont évolués ;

CONSIDÉRANT la manipulation difficile de la vanne de confinement ;

CONSIDÉRANT que les écarts relevés sont susceptibles de présenter de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, en particulier en cas de réaction entre des produits comburants et corrosifs ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-7 du Code de l'environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, [...] requis en application du présent code [...] l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine. [...] L'autorité administrative peut, en toute hypothèse, édicter des mesures conservatoires aux frais de la personne mise en demeure.[...] » ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. [...] » ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.521-17 du Code de l'environnement.

SUR proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRÊTE

Article 1 : Objet de la mise en demeure

La société TRICOFLEX est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite sur son site de Vitry-le-François, de respecter les dispositions des articles suivants dans les délais prescrits.

Article 2 : Mise en œuvre des préconisations des Fiches de Données de Sécurité (FDS)

Dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté :

la société TRICOFLEX respecte les dispositions de l'article 37.5 du règlement européen REACH susvisé en mettant en œuvre les mesures prévues par les Fiches de Données de Sécurité des produits utilisés ou stockés dans l'installation et notamment celles du cyclohexanone.

Article 3 : Modification des installations

Dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté :

la société TRICOFLEX respecte les dispositions de l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2007 susvisé s'agissant notamment de porter à la connaissance du Préfet les modifications apportées aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation initial.

Article 4 : Gestion des eaux

Dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté :

la société TRICOFLEX respecte les dispositions de l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2007 s'agissant de ne pas rejeter ses effluents directement ou indirectement dans les nappes d'eaux souterraines ou vers les milieux de surfaces.

Article 5 : Consignes de sécurité

Dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté :

la société TRICOFLEX respecte les dispositions de l'article 7.6.5 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2007 s'agissant de disposer et d'afficher des consignes de sécurité et notamment les mesures à prendre en cas de fuite d'un produit.

Article 6 : Bassin de confinement des eaux incendie

Dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté :

la société TRICOFLEX respecte les dispositions de l'article 7.6.7.1 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2007 s'agissant de :

- disposer d'une capacité de rétention susceptible de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie ;
- mettre en place des moyens facilitant la manipulation de la vanne d'isolement.

Article 7 : Mise en place de mesures conservatoires

Dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté, la société TRICOFLEX met en place des mesures conservatoires palliant les non-conformités visées aux articles 3 et 4 du présent arrêté, jusqu'à la levée de la mise en demeure formulées, s'agissant :

- d'encadrer les stockages extérieurs en respectant les articles 2.1 et 2.4.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 ;
- de mettre en œuvre des mesures immédiates permettant de ne pas rejeter d'effluents dans les nappes d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface notamment au niveau de sa nouvelle zone de stockage, conformément à l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2007.

Les justificatifs sont transmis à l'inspection des installations classées.

Article 8 : Sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L.521-18 du Code de l'environnement.

Article 9 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51 036 Châlons-en-Champagne Cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ; soit par courrier, soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr

Article 10 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 11 : Exécution

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la délégation territoriale Marne de l'agence régionale de santé (ARS), au service départemental d'incendie et de secours, à la direction de l'agence de l'eau, ainsi qu'à Monsieur le maire de Vitry-le-François qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à la société TRICOFLEX dont le siège social est situé 17, avenue Jean Juif CS 70015 - 51300 Vitry-le-François.

Châlons-en-Champagne, le **21 MAI 2024**

**Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,**

Raymond **YEDDOU**